



Tous droits réservés

INTRODUCTION GÉNÉRALE AU DROIT

Séance 10 - Les sanctions du droit : les voies d'exécution

I. Le principe : l'exécution forcée	2
A) Les procédés d'exécution.....	2
1) Les procédés directs d'exécution.....	2
2) Les procédés indirects d'exécution	3
a) Le droit de rétention	4
b) L'astreinte.....	4
B) Les saisies.....	5
1) Les saisies mobilières	5
a) La saisie-attribution	5
b) La saisie-vente.....	6
2) Les saisies immobilières	6
II. L'exception : le cas de l'administration	7
A) Le privilège de l'exécution d'office.....	7
B) Le privilège de la décision exécutoire.....	7



Définition : Les voies d'exécution, c'est l'ensemble des moyens qui permettent à un individu d'obtenir l'exécution de ses droits, auxquels quelqu'un a manqué de respect.



À retenir : Il ne peut y avoir aucune exécution forcée envers l'administration !

Rappelons que dans le cas des relations juridiques entre personnes privées, des obligations sont à la charge des débiteurs, envers leurs créanciers.

Il peut arriver que le débiteur manque à son obligation et soit défaillant.

Une autre voie s'ouvre au créancier : les voies d'exécution.

Question : Quel est le régime des exécutions forcées ?

I. Le principe : l'exécution forcée

Il existe deux types d'exécution forcée : les saisies et les procédés d'exécution.

A) Les procédés d'exécution

Ces procédés peuvent être directs ou indirects.

1) Les procédés directs d'exécution



Définition : Un procédé direct d'exécution est une exécution en nature ou par équivalent, prévue par l'article 1221 du Code civil.

L'exécution en nature ne peut être réalisée si elle est impossible à mettre en œuvre, ou s'il existe un coût disproportionné entre son coût et sa réalisation, uniquement dans le cas où le débiteur est de bonne foi.



À retenir : Cela peut arriver que le débiteur soit défaillant, mais pas de mauvaise foi.

Quelqu'un qui voudrait payer ses dettes mais ne le peut pas, parce qu'il n'a plus d'emploi, n'est pas de mauvaise foi !

Ce procédé est possible lorsqu'il est question d'une obligation de faire, ou de ne pas faire.



À retenir : Pour rappel, il existe trois types d'obligation :

- les obligations de faire : je dois transporter un individu d'un point A à un point B ;
- les obligations de ne pas faire : je ne dois pas entraver la jouissance de mon locataire, en tant que propriétaire ;
- les obligations de donner : j'ai emprunté de l'argent, je dois rendre ce que j'ai emprunté à mon créancier (généralement un établissement financier).



Exemple : Expulser un locataire qui n'a pas rempli ses obligations (le paiement d'un loyer, l'usage du bien en bon père de famille) est un procédé d'exécution direct.

2) Les procédés indirects d'exécution



Définition : Il s'agit de l'ensemble des moyens de contrainte que l'on peut imposer à un débiteur défaillant, indirectement.

On peut retenir deux types de procédés indirects d'exécution.

a) Le droit de rétention

Le droit de rétention est une prérogative dévolue à un créancier lorsqu'il a en face de lui un débiteur défaillant.



Définition : Le créancier peut retenir la propriété d'un bien appartenant au débiteur, tant que celui-ci n'a pas rempli son obligation complètement.

Cette prérogative a pour but de permettre au créancier un moyen de contrainte sur le débiteur, qui ne récupérera sa propriété que lorsqu'il aura rempli intégralement son obligation !



Exemple : Le garagiste qui attend le paiement d'un client pour les réparations effectuées sur sa voiture peut la conserver jusqu'à recevoir le montant complet.

b) L'astreinte



Définition : Une astreinte est une condamnation supplémentaire pour un débiteur défaillant. Elle permet de lui imposer le paiement d'une somme d'argent par jour de retard.

Elle doit répondre à certaines conditions.

Tout d'abord, l'astreinte n'est pas comprise dans les dommages-intérêts.



À retenir : Pour rappel, les dommages-intérêts sont une somme d'argent versée à la victime d'un préjudice pour le compenser matériellement.

Elle doit permettre d'intimider le débiteur, c'est une contrainte psychologique, qui ne peut être connue à l'avance. C'est le jugement qui la détermine.

B) Les saisies



Définition : Saisir, c'est prendre à quelqu'un quelque chose en équivalence, pour remplir une obligation non respectée.

La saisie est une procédure que ne peut réaliser qu'un huissier de justice.

Elle va permettre de venir saisir les biens du patrimoine du débiteur défaillant. Ils seront ensuite mis en vente judiciaire, et le prix qui en sera tiré servira pour rembourser le créancier.



À retenir : Il existe deux types de saisies : mobilières et immobilières.

1) Les saisies mobilières

Elles sont prévues par **une loi du 9 juillet 1991**. Il en existe deux types : la saisie-attribution et la saisie-vente.

a) La saisie-attribution



Définition : La saisie-attribution consiste à venir chercher dans le patrimoine du débiteur défaillant, les créances qui lui sont dues.



Exemple : Une saisie sur salaire est une saisie sur une créance d'argent revenant de droit au débiteur. Comme il est défaillant, on va venir chercher à sa place cette créance : on s'attribue sa créance !

Une procédure est néanmoins à respecter : il faut détenir un titre exécutoire, informer le débiteur huit jours avant la réalisation de la saisie, et lui permettre de la contester.

b) La saisie-vente



Définition : Il s'agit de la saisie classique qui consiste à récupérer les biens du débiteur pour les vendre, et rembourser le créancier sur le prix obtenu de ces derniers.



À retenir : Elle doit être réalisée dans une vente aux enchères publiques.



Attention : Il existe des biens insaisissables, par exemple les biens de première nécessité, qu'on ne peut jamais venir prendre au débiteur.

2) *Les saisies immobilières*

Une ordonnance du 21 avril 2006 a réformé les saisies immobilières.



Définition : Une saisie immobilière porte sur les biens immeubles du débiteur défaillant.

Le même principe que pour les biens meubles est respecté. Il s'agit de vendre judiciairement un immeuble appartenant à un débiteur afin de rembourser le créancier grâce au prix de cette vente.

II. L'exception : le cas de l'administration

Comme évoqué en introduction, il ne peut y avoir aucune voie d'exécution contre les décisions de l'administration.



À retenir : Il existe des exceptions à ce principe.



Exemple : Lorsque l'administration ne paie pas une dette qui lui incombe, il est possible pour le créancier de saisir le comptable public, qui devra payer !

En outre, l'administration a deux privilèges spécifiques.

A) Le privilège de l'exécution d'office

Certaines décisions prises par l'administration n'ont pas besoin d'être validées par un juge.



Exemple : La mise en fourrière d'un véhicule ne nécessite pas le recours à un juge. C'est une exécution d'office !

B) Le privilège de la décision exécutoire

Il s'agit également ici de permettre à l'administration de prendre des décisions qui ont une force exécutoire, sans avoir eu recours à un juge.



Définition : Les décisions exécutoires sont des décisions unilatérales, dans lesquelles il n'est pas nécessaire d'obtenir le consentement de ceux qu'elle encadre.



Exemple :
exécutoires !

Les règlements administratifs sont des décisions